

Des milliers de producteurs de lait disent OUI à une réduction des volumes en périodes de crise

Exigence, lors de leur grande manifestation de Bruxelles, de recourir à un instrument de crise, y compris la renonciation volontaire aux livraisons

(Bruxelles, 07.09.2015) Venus de toute l'Europe avec leurs tracteurs, ils se sont, aujourd'hui, réunis à Bruxelles afin, devant le bâtiment du Conseil de l'UE, d'exhorter haut et fort les Ministres de l'Agriculture à agir face à la crise. Au nombre de plusieurs milliers, les producteurs de lait exigent à cette occasion non pas des subventions, mais le recours à un instrument de crise qui permette de mettre en œuvre une réduction des quantités de lait en périodes de crise. « Le marché du lait de l'UE est inondé, les prix sont en chute libre. Dans certains pays, ils frôlent déjà la barre des 20 centimes. Sans une réduction de la production, le marché va continuer de se dégrader rapidement », comme tient à le souligner le Président de l'European Milk Board (EMB), Romuald Schaber, qui attire l'attention sur la nécessité d'une baisse de la production. Il serait, à cette occasion, possible de recourir au [Programme de Responsabilisation face au Marché \(PRM\)](#), qui, entre autres, prévoit des versements de bonus en faveurs des producteurs en cas de réductions volontaires de la production.

Tout comme lui, ses collègues venus notamment de France, des Pays-Bas, de Belgique, du Danemark, d'Italie et d'Espagne exigent aujourd'hui, à Bruxelles, des Ministres de l'Agriculture de l'UE, que ceux-ci agissent en commun, rapidement et de manière responsable. Les stratégies nationales ne sont pas appropriées pour stabiliser une telle situation. C'est d'ailleurs bien ce que prouvent les manifestations de protestation récurrentes dans les différents Etats européens. Ainsi, par exemple, ni la promesse d'un prix de garantie minimum irréaliste en France ni la promesse de verser 300 euros par vache en Espagne ne sont parvenues à détendre la situation dans ces pays. « A l'échelle de l'UE, les politiques ont favorisé une forte orientation vers les exportations avec une hausse des quantités. Ceci s'est soldé par un échec cinglant et, maintenant, tout cela doit être rectifié au niveau de l'UE. A eux seuls, les pays ne sont pas capables d'introduire des solutions durables à ce point de vue », ajoute Romuald Schaber. Le Commissaire européen en charge de l'agriculture, Phil Hogan, et le Ministre allemand de l'Agriculture, Christian Schmidt, en particulier, feraient bien d'abandonner leur attitude de refus. En effet, les mesures instaurées telles que, par exemple, le stockage privé à laquelle l'on recourt depuis l'an dernier, n'ont pas permis de générer un effet stabilisateur sur un marché du lait complètement inondé à l'échelle mondiale.

En provenance d'autre secteurs également, les critiques se font toujours plus virulentes à l'égard de la politique d'exportations actuelle à caractère d'économie de marché libérale. Ainsi, nombreux sont les consommateurs et, entre autres aussi, les fédérations de vétérinaires qui exigent des limitations de la production de façon à ce que l'on puisse garantir le bien-être des animaux et la durabilité écologique.

Si, aujourd'hui, on refuse d'adopter des mesures efficaces lors du Conseil de l'agriculture et si l'on se contente de cautères sur une jambe de bois, alors, les protestations, aussi bien à l'échelle des différents pays qu'à l'échelle de l'UE, continueront de s'amplifier. Ce qui fait dire à Romuald Schaber : « Pour les producteurs, l'enjeu est la survie des exploitations ; pour les consommateurs, il s'agit d'une production de denrées alimentaires régionales et saines à l'échelle de l'UE ainsi que, pour l'UE, d'un secteur laitier qui soit stable et compétitif. Si les politiques refusent de restreindre les quantités au niveau de l'UE, il sera alors de notre devoir à tous de descendre dans la rue et d'exiger par la force des changements politiques. Il y a tout simplement beaucoup trop de choses en jeu. »

Poursuivez la manifestation d'aujourd'hui sur notre page [Facebook](#) ! Vous y trouverez des photographies et de plus amples informations.

Les doléances des producteurs de lait européens :

- *Des prix du lait rémunérateurs et un instrument de gestion de la crise, le Programme de responsabilisation face au marché (PRM), maintenant !*
- *Le produit du superprélèvement doit être utilisé immédiatement pour financer une renonciation volontaire aux livraisons de façon à résorber les quantités !*

Mesures efficaces dans le secteur du lait

En périodes de crise, toute quantité de lait trop importante doit être résorbée par le truchement du **Programme de Responsabilisation face au Marché (PRM)**. Dans ce contexte, par exemple, une renonciation volontaire aux livraisons (réduction de la production contre versement de bonus) pourrait être un instrument précautionneux de stabilisation des prix.

Majoration du prix d'intervention uniquement en combinaison avec une réduction simultanée des quantités. De ce fait, l'intervention ne serait que de courte durée, car, il se produirait de nouveau rapidement un effet de stabilisation du prix pratiqué sur le marché.

Une analyse correcte de la situation est nécessaire. Il convient de placer dans leur contexte réel l'embargo russe et la diminution des exportations vers la Chine : cela explique en partie pourquoi la demande n'est plus en phase avec la croissance de la production. C'est la raison pour laquelle il faut freiner la croissance de la production.

Le même raisonnement s'applique à d'autres développements géopolitiques ou géoéconomiques qui sont à l'origine de crises. Si, à titre d'exemple, l'évolution des prix du pétrole, les convulsions sur les marchés financiers ou, encore, le terrorisme engendrent une baisse de la demande, il faut réagir en conséquence sur le plan de l'offre.

Contacts :

Président de l'EMB Romuald Schaber (DE) : + 49 (0)160 352 4703

Service de presse de l'EMB Regina Reiterer (DE, EN, FR) : +32 (0)2 808 1935

Mesures erronées pour le secteur

Une stratégie d'exportation à tout-va et le déversement des excédents de production de l'UE sur d'autres marchés **sont condamnées à l'échec**. Ces marchés aussi sont saturés (embargo des importations promulgué par la Russie, baisse des importations en Chine). La conséquence en est uniquement que les prix continuent de s'effondrer pour tout le monde.

Un aspect problématique est une **majoration du prix d'intervention sans réduction simultanée des quantités**. Ceci a pour résultat d'attiser encore plus la production.

Les marchés à terme ne sont pas appropriés pour empêcher les prix de crise. En effet, si l'on est en droit de s'attendre à de bas prix en raison d'excédents chroniques au cours des prochains mois aussi, les contrats à terme ne seront pas conclus aux prix suffisamment élevés. En effet, ces contrats tiennent évidemment aussi compte du marché du lait et/ou des attentes quant à son développement.

Les subventions ne sont pas une solution. Les versements directs aux producteurs ne sont pas en mesure, d'une part, de compenser les pertes et, d'autre part, ne sont pas de nature à résoudre les causes du problème. En effet, le marché de l'UE est confronté à des excédents chroniques que l'on ne pourra pas éliminer tout simplement par le versement de subventions.